



Westminster & City News

NUMÉRO 24

Du 12 au 18 juin 2020

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

INDICATEURS MACROECONOMIQUES & FINANCES PUBLIQUES

Le PIB britannique s'est contracté de 20,4 % en avril après - 5,8 % en mars - Le secteur des services s'est replié de 19 %, la production industrielle de 20,3 % et la construction de 40,1 %. Il s'agit des chiffres de croissance les plus bas enregistrés au Royaume-Uni. De janvier à avril 2020, l'activité britannique a chuté de 25,2 %. Par comparaison, le PIB avait diminué de 6 % pendant la récession de 2008-09. La production a chuté dans tous les secteurs à l'exception de l'administration publique (+ 0,2 %). Les plus touchés ont été l'hôtellerie-restauration (- 91,8 %), la culture et les divertissements (- 47,2 %), la construction (- 44,7 %) et l'éducation (- 43,1 %). De son côté, l'inflation continue de ralentir. L'indice des prix à la consommation s'est établi à 0,5 % en mai contre 0,8 % en avril, son niveau le plus bas depuis juin 2016. L'inflation sous-jacente a également ralenti, s'établissant à 1,2 % en mai contre 1,4 % en avril. Le prix des carburants a baissé de 16,6 % en mai, mais cette chute a été compensée en partie par l'augmentation de l'inflation alimentaire, à 1,8 % en mai contre 1,3 % en avril. L'inflation du prix des biens s'est établie à 0,1 % en mai contre 0,5 % en avril, entraînée par la baisse des prix des produits ménagers et de loisirs.

Le taux de chômage s'est établi à 3,9 % en avril, en hausse de seulement 0,1 % – Le marché de l'emploi a mieux résisté qu'attendu en avril, grâce aux dispositifs mis en place par le gouvernement. Le taux d'emploi a faibli de 0,1 %, à 76,4 %. Les heures travaillées reflètent plus significativement les effets du Covid-19 sur l'économie, ayant diminué de 8,9 % en glissement annuel en avril. La croissance des salaires hebdomadaires a également ralenti, s'établissant à 1 % en avril contre 2,4 % en mars. D'autres indicateurs assombrissent les perspectives de l'emploi au Royaume-Uni. Entre mars et mai, 612 000 individus auraient été retirés des systèmes de paie, ce qui correspondrait à une augmentation du taux de chômage à 5,7 %. Les emplois vacants ont également diminué de 60 % en mai par rapport à mars, et de 43,4 % par rapport à l'année précédente.

La Banque d'Angleterre maintient son taux directeur à 0,1 % mais étend son programme d'achat d'actifs - Lors de sa réunion du 17 juin, le comité de politique monétaire (MPC) a voté à 8 voix contre 1 (l'économiste en chef Andy Haldane) l'extension de son programme d'achat d'actifs de 100 Md£, plafonné dorénavant à 745 Md£. Il a indiqué que le volume d'acquisition serait saturé à la fin de l'année, ce qui signifie un ralentissement très net du rythme des achats (autour de 3-4 Md£ par semaine contre 13,5 Md£ entre mars et juin). La Banque d'Angleterre a également revu ses prévisions de croissance à la hausse, estimée dorénavant à - 20 % au T2 contre - 27 % lors de la réunion de mai. Elle a par contre averti que la crise pourrait avoir des conséquences à long-terme sur l'économie, dont un taux de chômage structurel en hausse et des comportements accrus d'aversion au risque de la part des ménages et des

entreprises. Le MPC a indiqué qu'il se tenait prêt à accélérer le rythme de ses achats d'obligations si l'environnement économique se détériorait.

Plus d'un million de personnes n'auraient pas pu bénéficier des programmes de soutien

- Le *Treasury Committee* du Parlement publie un [rapport](#) sans concession sur les « lacunes importantes dans les prestations financières » proposées par le gouvernement et évalue à plus d'un million le nombre de personnes ou structures qui n'ont pas pu bénéficier des programmes gouvernementaux pour lutter contre la crise du Covid-19. Cinq groupes sont particulièrement concernés: les nouveaux entrants sur le marché du travail non éligibles au chômage partiel; les travailleurs indépendants nouvellement en activité ou dont les bénéfices commerciaux annuels dépassent 50 000£ ; les administrateurs de sociétés anonymes qui perçoivent une grande partie de leurs revenus sous forme de dividendes ; les personnes en CDD dans les secteurs sous tension. Ce rapport intervient alors que le gouvernement engage la réduction progressive de sa contribution aux dispositifs de maintien dans l'emploi au profit d'une prise en charge croissante par les employeurs.

POLITIQUE COMMERCIALE

Le Royaume-Uni publie ses objectifs de négociations commerciales avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande

– Le gouvernement a publié cette semaine ses objectifs sous la forme de deux documents d'orientation en vue du lancement des négociations commerciales avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Les documents présentés par le DIT annoncent des gains de croissance du PIB britannique extrêmement limité de l'ordre de +0,01/+0,02% à horizon de 15 ans dans l'hypothèse d'un accord de libre-échange (ALE) avec l'Australie, et un gain nul pour un ALE avec la Nouvelle-Zélande, voire même négatif (-0,01%). Les objectifs de négociations présentés pour l'Australie et la Nouvelle-Zélande, qui sont formulés en des termes quasi-identiques, s'articulent autour d'une large libéralisation tarifaire et l'élaboration de règles d'origine dites « simples et modernes ». Sur le volet des services, intérêt offensif majeur pour Londres, le DIT ambitionne d'obtenir un accès large aux marchés pour les exportateurs britanniques, et l'instauration de « *best-in-class rules* » pour toutes les catégories de services. En ce qui concerne les marchés publics, les britanniques indiquent vouloir mettre en œuvre des mesures permettant un accès allant au-delà du niveau fixé dans l'Accord sur les marchés publics de l'OMC.

ACTUALITÉ FINANCIÈRE

REGLEMENTATION FINANCIERE & MARCHES FINANCIERS

Un député conservateur offre des pistes de proposition pour la relance – Selon un [rapport](#) de la *Social Market Foundation* intitulé « Unlocking Britain » porté par le député conservateur Bim Afolami, le Trésor devrait désormais concentrer ses efforts sur des investissements dans les PME touchées par la crise du Covid-19 au travers d'un Fonds de relance de 15Md£, empruntés et investis via la *British Business Bank* puis introduit à la Bourse de Londres. Des actions à prix réduit pourraient être proposées aux travailleurs du NHS et aux jeunes. Les autres propositions du rapport portent sur la facilitation de l'investissement dans les PME (pouvant aller jusqu'à 6 Md£) sans avoir à lever de nouveaux fonds auprès du secteur public ou privé, l'ouverture de l'économie par la réduction des obstacles à l'innovation et à l'industrie au travers d'un programme pro-concurrentiel ou encore la réduction de la fracture numérique en obligeant les structures privées à fournir gratuitement tous leurs cours en ligne aux écoles publiques.

La FCA relève des lacunes dans les conseils fournis aux particuliers sur les prêts viagers hypothécaires

– Les prêts viagers hypothécaires (« *equity release loans* »), qui permettent aux particuliers d'emprunter contre la valeur de leur bien immobilier, sont de plus en plus populaires chez les retraités britanniques souhaitant avoir accès à de la liquidité. Si le marché des PVH fonctionne relativement bien, le superviseur a identifié dans une [enquête](#) des lacunes dans la qualité des conseils fournis aux consommateurs. La FCA a notamment relevé des cas où les entreprises fournissaient des

conseils trop peu personnalisés, n'étaient pas assez leurs conseils, ou ne s'assuraient pas que les clients comprenaient pleinement leurs décisions. La FCA a donc exhorté les entreprises financières à fournir des conseils plus adéquats. Selon le directeur par intérim de la FCA cité dans le *Financial Times*, le superviseur souhaite éviter que les propriétaires en manque de liquidité dans le contexte de l'épidémie de Covid-19 prennent des décisions hâtives en matière de PVH.

Le président de la FCA appelle à une refonte du cadre de supervision des prêts aux entreprises

– Selon les derniers [chiffres](#) du HMT, 38 Md£ ont été octroyés à plus de 900 000 entreprises britanniques à travers les programmes de prêts garantis par l'État au cours des trois derniers mois. Dans un [discours](#) lors d'une conférence organisée par UK Finance, le président de la FCA Charles Randell a exhorté le secteur bancaire à se préparer à de nombreux défauts de paiement de la part des entreprises. En particulier, les banques devraient rapidement étendre leurs fonctions de gestion des prêts non performants, et investir dans la formation et les contrôles. Par ailleurs, il a révélé que la FCA travaillait avec le médiateur financier (*Financial Ombudsman Service*) et l'association de recours pour les PME victimes de fraude bancaire (*Business Banking Resolution Service*) afin de mettre en place un système de règlement des litiges qui puisse faire face aux volumes importants de défauts de paiement. La FCA devrait donc être de plus en plus impliquée dans la supervision des prêts aux entreprises, qui ne relèvent pas actuellement de son mandat.

La mise à jour de la législation sur l'insolvabilité pourrait pénaliser les retraités britanniques

– Le superviseur du marché des pensions (*The Pensions Regulator*, TPR) est inquiet des répercussions sur les retraites de la loi visant à soutenir les entreprises en faillite. Le *Corporate and Governance Insolvency Bill*, qui fait actuellement l'objet d'une procédure accélérée devant le Parlement, vise à protéger les entreprises en situation de quasi-faillite en leur donnant un délai de 40 jours pour mettre en œuvre un plan de sauvetage. Si les entreprises étaient à l'abri de poursuites judiciaires et de la plupart de leurs créanciers, les dettes échues lors du moratoire resteraient dues et seraient prioritaires. TPR craint que cette loi privilégie, dans la hiérarchie des créanciers, les banques et les autres créanciers par rapport aux fonds de pensions des entreprises et au *Pension Protection Fund* (PPF), l'organisme qui paye les retraites des employés en cas de faillite des entreprises. Cette situation pourrait mener à terme à une diminution des prestations pour certains retraités.

Un rapport de UK Finance examine les implications de la fin de la période de transition pour les activités MiFIR

– Ce [dossier technique](#) sous la forme d'un FAQ (« comment s'enregistrer auprès de l'ESMA ? », « quelles sont les obligations des entreprises enregistrées ? », etc) est destiné aux institutions financières britanniques souhaitant prendre part à des activités en UE dans le cadre du régime MiFIR après la fin de la période de transition le 31 décembre 2020. Il se base sur l'hypothèse que la Commission européenne prendra une décision d'équivalence positive à l'égard du RU en vertu du régime MiFIR. Il examine également les implications pour les entreprises européennes au RU en cas de décision d'équivalence réciproque par le Royaume-Uni.

BANQUES & ASSURANCES

La FCA inflige des amendes importantes à Lloyds et à la succursale londonienne de Commerzbank

– [Lloyds](#) a reçu une amende de 64 M£ en raison de son traitement « injuste » de clients vulnérables, en situation d'arriérés de paiements de prêts hypothécaires entre 2011 et 2015. Cette amende, la plus importante imposée par la FCA à une grande banque de détail depuis cinq ans, s'ajoute aux 300 M£ de compensations déjà versées par Lloyds à plus de 526 000 clients dans le cadre de cette affaire. En parallèle, la FCA a condamné la succursale londonienne de [Commerzbank](#) à payer une amende de 38 M£ en lien avec des contrôles inadéquats en matière de lutte contre le blanchiment d'argent entre 2012 et 2017. C'est la deuxième plus grosse amende infligée à une banque en lien avec des manquements en matière de blanchiment d'argent, après celle de 102 M£ imposée à Standard Chartered en 2019.

La fintech Monzo clôture une levée de fonds de 60 M£ et annonce de nouveaux investisseurs – Cette nouvelle injection de capital à une valeur nettement inférieure aux 2 Md£ auxquels la fintech était évaluée en juin 2019 provient d'investisseurs existants et de nouveaux bailleurs de fonds, dont la société d'investissement suisse Reference Capital et l'université Vanderbilt. Cette levée, moins importante que prévue (70-80 M£), devrait entraîner une baisse de 40% de la valeur de Monzo, la ramenant à 1,25 Md£. Un porte-parole de Monzo a confirmé que l'évaluation de la société reste supérieure à 1Md£, même l'entreprise a été touchée par la crise du Covid-19 et a dû licencier des centaines de personnes dans ses bureaux aux États-Unis et au RU. Monzo reste l'une des banques numériques les plus populaires du RU avec 4,2 millions de clients.

L'initiative *Community Access to Cash Pilot* ouvre huit nouveaux sites au RU – Ces sites participeront à des essais pour aider à relever les défis de l'amélioration de l'accès aux espèces et travailleront avec le secteur bancaire pour identifier des solutions durables afin de maintenir la viabilité du recours aux espèces pour les particuliers et les entreprises. Ce projet pilote fait suite à un récent rapport du HMT qui avait relevé que l'utilisation des espèces représentait moins d'un quart de tous les paiements au Royaume-Uni en 2019 (23 %), soit une baisse de 15 % par rapport à l'année précédente. Des données distinctes de LINK, le principal réseau de distributeurs automatiques de billets du RU, montrent une baisse de 60% des retraits d'espèces pendant le confinement.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à londres@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

Directeur de la publication : Jean-Christophe Donnellier
Service économique régional de Londres
Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Raphaël Bousquet, Marianne Carrubba, Jeanne Louffar et Pierre Serra

Revu par : Thomas Ernoult

Version du 18 juin 2020

TABLEAU DE CONJONCTURE

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Indicateurs*		Croissance T3 2019	Moyenne sur 3 ans
PIB		1,4%	1,6%
PIB en glissement trimestriel (T3 2019)		0,4%	0,4%
PIB par habitant		0,8%	1,0%
Inflation (IPC)		1,8%	2,3%
Approche par les dépenses	Investissement (FBCF)	0,3%	1,4%
	Consommation	1,3%	2,3%
	Dépenses publiques	2,8%	0,8%
	Exportations (B&S)	1,5%	3,2%
	Importations (B&S)	4,9%	3,8%
Approche par la production	Secteur manufacturier	-0,6%	1,2%
	Secteur de la construction	1,8%	3,4%
	Secteur des services	2,0%	1,9%
Parmi les services	Finance et assurances	-2,7%	-0,1%
	Ventes au détail	3,7%	3,1%

MARCHÉ DU TRAVAIL

Indicateurs		T3 2019	Moyenne sur 3 ans
Taux de chômage		3,8%	4,2%
Taux d'emploi		76,0%	75,5%
Nombre d'heures travaillées	(moyenne hebdomadaire)	32,1	32,1
Productivité horaire**	Croissance annuelle	0,4%	0,7%
Salaires nominaux	Croissance annuelle	3,6%	2,7%
Salaires réels	Croissance annuelle	1,6%	0,6%
Revenu disponible par habitant	Croissance annuelle	1,9%	1,1%
Taux d'épargne des ménages		6,6%	6,0%

FINANCES PUBLIQUES

Indicateurs	T3 2019 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Déficit public (hors actifs bancaires)	-1,8%	-2,4%
Dette du secteur public (hors actifs bancaires)	80,2%	82,1%
Investissement public net	-2,2%	-2,0%

COMMERCE EXTERIEUR

Indicateurs		T3 2019 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Balance courante		-3,9%	-4,3%
Balance des B&S		-2,0%	-1,6%
Balance des biens		-6,9%	-6,7%
Balance des services		4,9%	5,2%
Taux de change (moyenne trimestrielle)	GBP/EUR	1,11	1,14
	GBP/USD	1,23	1,30

Source : ONS

* Tous les taux de croissance sont calculés en termes réels et corrigés des variations saisonnières.

** Les données concernant la productivité, le revenu disponible, le taux d'épargne et la balance courante ont un trimestre de

*** Les données proposées dans ce tableau concernent le dernier trimestre disponible et les taux de croissance sont calculés sur 12 mois (sauf PIB g.t.). Elles peuvent donc différer des données évoquées dans les brèves si la période n'est pas la même.